



MIAMSI NEWSLETTER N°8

Mouvement international d'apostolat des milieux sociaux indépendants

Juin 2021

- **Paroles de notre présidente**

- **Situation :**

- Afrique
- Asie
- Amérique Latine
- Europe
- Liban
- Inter- Îles

- **Hommages à notre amie**

EDITORIAL

Chers Amis

« Allez ! De toutes les nations faites des disciples : baptisez-les au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit »

Cet appel nous incite surtout après les épreuves de la pandémie à devenir des disciples missionnaires participant aux évolutions culturelles et sociétales avec simplicité, joie et attentifs aux plus fragiles. Bonne mission à toutes et tous.

Maryse Robert
Présidente

Situation dans nos divers continents

Afrique :

L'Afrique de l'Ouest et les effets de la crise sanitaire liée au Covid-19

La plupart des pays africains sortaient à peine d'une situation de faible croissance et de déséquilibres macroéconomiques lorsque la pandémie de COVID19 a fait son apparition. Plus d'un an après, il est important de souligner que des pays ont montré une capacité à faire face à la pandémie. Au début, les prévisions étaient alarmistes pour le continent où les systèmes de santé sont réputés fragiles. Pourtant, les mesures prises en 2020 par la plupart des pays d'Afrique de l'Ouest pour endiguer l'épidémie du COVID-19 ont été efficaces mais coûteuses avec des conséquences qui mesurent étrangement les économies et les productions. A titre d'exemple le Nigéria comptait fin novembre 2020 environ 70 000 cas, alors même que le Pakistan, de population équivalente, comptait plus de 420 000 cas à la même période. Pour autant, si la situation sanitaire demeure à ce stade plutôt positive eu égard celle des autres continents, la situation économique, financière et sociale demeure préoccupante. En Afrique de l'Ouest, quatre pays – le Ghana (deuxième économie de la région après le Nigeria), la Côte d'Ivoire, le Bénin et la Guinée – font partie des dix économies d'Afrique aux taux de croissance les plus élevés en 2020. Non loin, au grand Sahel, la récession est restée relativement contenue, malgré les nombreux défis et la pression constante des djihadistes au Mali, au Niger ou au Burkina Faso. La montée des cours de l'or qui affichent une hausse de près de 30 % sur l'année 2020 a permis à cette sous-région de résister et ce sont des régions qui sont peu dépendantes du tourisme dans l'ensemble et des capitaux étrangers. Un pays comme le Bénin, qui n'était pas dépendant du prix des matières premières (telles que le cuir, le pétrole, le fer, etc qui ont connu un effondrement) a été résilient à la pandémie contrairement à ceux qui ont été plus affectés car plus tournés vers les services, avec un taux de croissance économique de +2% au troisième trimestre de 2020 au moment où d'autres pays africains étaient à -1%. Il faut reconnaître que même si le Niger a affiché une croissance de 1 % fin 2020, ce taux est très loin des 7 % en 2018 et 6 % en 2019 et ce pays, parmi l'un des plus pauvres au monde, doit nécessairement retrouver une croissance bien plus vigoureuse pour créer les emplois dont sa jeunesse a besoin. Le Sahel, en effet, fait déjà face à une crise sécuritaire qui entraîne les pires besoins humanitaires depuis des années entraînant des déplacements massifs de population. Au Burkina Faso, au Mali et dans l'Ouest du Niger, le nombre des déplacés internes atteint 1,1 million en

février 2020 (OCHA, 2020). En outre, les groupes armés qui menacent l'équilibre des pays ciblent les écoles, forcent les centres de santé à fermer et privent les communautés de services essentiels. La fermeture des écoles est d'autant plus problématique quand on sait que pour 40 millions d'écoliers Ouest-Africains, la cantine scolaire représente le seul repas assuré par jour. Il s'agit ici d'un sujet que j'ai déjà abordé dans le passé.

En ce qui concerne la vaccination on note une inégalité d'accès car moins de 2 % des doses de vaccin anti-COVID-19 administrées jusqu'à présent à l'échelle mondiale l'ont été en Afrique, où la majorité des pays n'ont reçu les vaccins que récemment et en petites quantités. Or de nombreux pays africains dépendent des livraisons de vaccins AstraZeneca produits en Inde, notamment par le Serum Institute of India, et distribués dans le cadre du programme Covax, qui vise à fournir un accès équitable en particulier aux pays les plus pauvres. Mais l'Inde a annoncé fin mars qu'elle allait retarder ses exportations pour lutter contre une nouvelle vague de contaminations à son niveau. AstraZeneca est un vaccin à deux injections, il est difficile de prédire quand les deuxièmes doses arriveront. Toutefois, avec l'initiative de la demande de la levée des brevets des vaccins anti-Covid, afin de permettre la production massive de vaccins en Afrique des progrès pourront être réalisés.

Prosper Honagbodé : V/P MIAMSI pour l'Afrique



Asie :

Situation de Covid en Inde.

L'Inde fabrique actuellement 2 vaccins. COVISHIELD - le vaccin COVID-19 d'Oxford / AstraZeneca au Serum Institute en Inde à Pune et le «premier» vaccin COVID-19 indigène du pays, COVAXIN, développé par la ville de Bharat Biotech. Le PM Narendra Modi pensait que les sociétés pharmaceutiques indiennes associées à des laboratoires étrangers pouvaient fabriquer de grandes quantités de vaccin, de sorte que l'Inde est apparue comme un acteur majeur dans la fourniture du vaccin au monde entier.

L'Inde a expédié 64 millions de doses de vaccins à 86 pays d'Amérique latine, des Caraïbes, d'Asie et d'Afrique. Les pays bénéficiaires comprennent le Royaume-Uni, le Canada, le Brésil et le Mexique. certains sous forme de "cadeaux", d'autres conformément aux accords commerciaux signés entre les fabricants de vaccins et le pays bénéficiaire, le reste dans le cadre du programme Covax de l'Organisation mondiale de la santé. L'Inde espérait fournir plus de deux milliards de doses du vaccin à 190 pays en moins d'un an.

En janvier, les cas ont diminué et le monde entier a admiré le leadership du Premier ministre Modi pour la stratégie et la planification merveilleuses qui avaient renversé la tendance à la pandémie. Les autorités ne s'attendaient pas à la deuxième vague et en mars les marées ont changé, notre pays n'était pas prêt à prendre l'assaut de la deuxième vague, l'infection du virus a explosé et nous n'étions absolument pas préparés, les hôpitaux ont commencé à se remplir, il y avait pas de lits, pas d'oxygène les gens mouraient, les cadavres ont commencé à remplir la morgue et les cimetières n'avaient pas de place pour les morts, les crématoires travaillaient des heures supplémentaires pour enterrer et brûler les cadavres en plein air, la réalité du sol devenait très pathétique. C'était effrayant pour l'homme ordinaire de lire ou d'entendre les nouvelles que les gens mouraient dans les hôpitaux par manque d'oxygène. On aurait dit que l'ange de la mort était passé et que les gens mouraient partout, presque toutes les familles avaient perdu des amis ou des proches ou des personnes connues, on aurait dit que la mort était à votre porte. Le plus durement touché a été notre capitale, Delhi, mais des États comme UP Gujarat Punjab Maharashtra, Karnataka et Andhra ont également porté le poids de la 2ème vague, l'Inde a suspendu temporairement toutes les exportations du vaccin Oxford-AstraZeneca. . Actuellement, l'Inde a déployé la vaccination pour 150 millions de personnes, mais ce n'est que 11,5% de la population de 1,3 milliard actuellement, nous avons également commencé l'enregistrement pour la vaccination de la population de plus de 18 ans et près de 13 millions de personnes se sont inscrites, c'est un non- starter dans la plupart des États en raison de la pénurie de vaccins. Le gouvernement actuel a été blâmé et M. Modi est au centre de toutes les critiques. Notre Premier ministre pour garder ses lettres de créance nationalistes hindouistes, a accepté la décision de son parti BJP d'organiser le Kumbh melah le 12 avril où des millions de fidèles hindous à travers le pays se sont réunis pour faire un plongeon sacré au confluent du Gange à Haridwar couplé avec la décision de tenir l'élection des assemblées d'état dans le Bengale occidental Assam Tamil Nadu et Pondichéry et Kerala étaient super propagateur de l'infection. Actuellement, le pays se bat pour la disponibilité du vaccin et la terrible augmentation de l'infection a laissé l'Inde dans un état désastreux.

Crise à laquelle sont confrontées les ONG en Inde.

Le projet de loi modifiant le règlement sur les contributions étrangères (FCRA), adopté en 2010, réglemente l'acceptation et l'utilisation des contributions étrangères par les particuliers, les associations et les entreprises. Sous le régime de Narendra Modi, son amendement apporté par le gouvernement de l'Union en septembre, adapté pour permettre au gouvernement actuel de contrôler la contribution étrangère, a suscité des critiques de la part d'ONG et d'activistes qui affirmaient que cette décision affecterait les moyens de subsistance des travailleurs associés aux petites ONG et aurait un impact. L'ensemble du secteur bénévole, en tant qu'organisations recevant des fonds étrangers, ne serait plus en mesure de les transférer à des ONG travaillant au niveau local. La Commission internationale de juriste (CIJ) considère que la mise en œuvre de la FCRA en utilisant un langage imprécis et large peut laisser l'amendement ouvert à une application abusive et arbitraire de la part des autorités indiennes. Les ONG ont fait valoir que les changements apportés par le projet de loi modifiant le règlement 2020 sur les contributions étrangères auraient un impact considérable sur la recherche collaborative dans des domaines critiques en Inde, car les organisations recevant des fonds étrangers ne seront plus en mesure de les transférer à des ONG plus petites travaillant au niveau local. Ils ont également déclaré que le projet de loi aurait initialement un impact sur les moyens de subsistance des travailleurs associés à ces petites ONG et aboutirait finalement à la «mort» de l'ensemble du secteur, car le plafonnement des dépenses administratives rendrait impossible même les plus grandes ONG de performer. Même si les organisations non gouvernementales (ONG) sont confrontées à de graves pénuries de fonds en raison des modifications apportées à la loi sur la réglementation des contributions étrangères (FCRA) par le Centre l'année dernière - ce qui a eu un impact négatif sur leur capacité à atteindre les pauvres et les marginalisés à la fois en milieu rural et en milieu urbain au cours de la deuxième vague du coronavirus en Inde - le Centre a contrecarré à plusieurs reprises les tentatives des militants du droit à l'information (RTI) d'accéder aux détails concernant les raisons pour lesquelles la loi a été modifiée. L'administration Modi a «érigé des obstacles» pour les secours de Covid: cette peur se matérialise maintenant. Récemment, le New York Times a rapporté que l'amendement FCRA avait un effet néfaste sur la capacité des ONG financées par l'étranger à acheminer les secours et l'aide de Covid depuis l'étranger. Selon l'article, "les donateurs internationaux lèvent des millions, mais l'administration Modi a érigé des obstacles pour les organisations étrangères et orienté l'argent vers des groupes officiellement approuvés." La Commission internationale de juristes (CIJ) a publié un document d'information soulevant de

sérieuses préoccupations au sujet de la loi indienne portant modification de la réglementation sur les contributions étrangères (FCRA), affirmant que la loi «entrave illégalement le travail critique des organisations non gouvernementales». Sous le régime de Narendra Modi, la loi FCRA a été durcie à plusieurs reprises, ce qui complique le fonctionnement des ONG qui reçoivent des financements étrangers. La CIJ considère que la mise en œuvre du FCRA réduit considérablement le terrain de l'espace civil en Inde et pose des obstacles inutiles aux défenseurs des droits de l'homme et à d'autres organisations de la société civile dans l'accomplissement de leur travail essentiel. «En restreignant l'accès des ONG aux fonds étrangers destinés au secteur des ONG, le gouvernement indien utilise le FCRA de manière sélective pour faire taire les voix critiques», a déclaré le directeur juridique et politique de la CIJ, Ian Seiderman. «Comme le reconnaît la Charte des Nations Unies, la coopération internationale, y compris l'assistance financière, est fondamentale pour la protection des droits de l'homme, et les OSC devraient être encouragées plutôt qu'empêchées de s'engager dans une telle coopération pour faciliter leur travail essentiel.» Un certain nombre d'ONG renommées, notamment Amnesty International, Lawyers Collective, Greenpeace Inde, People's Watch, Compassion International et Public Health Foundation of India, ont été confrontées à des problèmes et à un examen minutieux par le gouvernement en raison des lois FCRA, qui, selon les critiques, sont un outil pour réprimer les voix dissidentes. Amnesty International a déclaré qu'elle avait été forcée de fermer ses opérations en Inde parce que les agences gouvernementales ne lui permettaient pas de fonctionner. Depuis 2014, lorsque le régime Narendra Modi est arrivé au pouvoir, les licences FCRA d'environ 19 000 ONG ont été annulées. Dans un communiqué de presse, la CIJ a déclaré que «la loi répressive indienne sur les contributions étrangères étouffe les ONG» et «doit être révisée ou supprimée». Plusieurs organismes internationaux ont également fait part de leurs préoccupations concernant la loi FCRA dans le passé. Plus récemment, la Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Michelle Bachelet, a déclaré: «Le FCRA a été invoqué au fil des ans pour justifier une série de mesures hautement intrusives, allant des raids officiels dans les bureaux des ONG et du gel des comptes bancaires, à la suspension ou à l'annulation de l'enregistrement, y compris les organisations de la société civile qui sont engagées avec les organes des droits de l'homme des Nations Unies. Je crains que de telles actions fondées sur des motifs d'«intérêt public» vaguement définis laissent cette loi ouverte aux abus.» Philip Rajan VP-Asie MIAMSI

Brésil

La pandémie de divers virus

Le Brésil, l'un des pays les plus inégaux du monde, a un visage moderne avec une haute

technologie et un visage pauvre et vulnérable, dans lequel une grande partie de la population est dépourvue de conditions sanitaires, d'assistance médicale et hospitalière.

Après 14 mois de pandémie au Brésil, certaines personnes privilégiées, comme nous, ont eu le temps de réfléchir, de prier et éprouver des sentiments négatifs et positifs, tout en étant isolées. Et on a pu voir qu'en plus du coronavirus, de nombreux autres virus étaient cachés au sein de la société.

Les médias et les réseaux sociaux ont réussi à évoquer des problèmes qui se sont aggravés de pleine force. Personnellement, ceux qui m'ont le plus touché ont été la fermeture des écoles publiques et le nombre de personnes touchées par la faim.

Impact sur l'éducation

Un rapport de l'Unesco, en mars, prévoyait que les conséquences vont durer. En 2030, les étudiants brésiliens, les plus pauvres et les plus vulnérables pourront reprendre leurs études.

Face à cet impact de la pandémie, le secrétaire général de l'ONU l'a qualifié de « catastrophe générationnelle ».

Plongés dans un contexte d'exclusion numérique, ces étudiants se sont fait « voler » une partie de leur avenir.

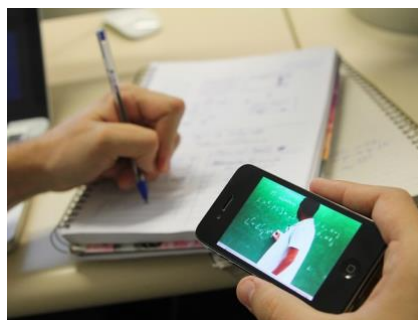


Photo : l'apprentissage à distance exclut des milliers d'étudiants et est inefficace

Le problème de la faim

En décembre 2020, sur 213 millions de Brésiliens, 19 millions n'avaient littéralement rien à manger et 117 millions ne savaient pas quoi manger le lendemain. Ils ont survécu à l'insécurité alimentaire (plus importante dans les zones rurales, dans les ménages dirigés par des femmes et dans les foyers).

Selon une recherche menée par deux universités publiques brésiliennes en partenariat avec l'Université libre de Berlin a révélé qu'en février 2021, le nombre de pauvres s'élevait à 27,2 millions !

Par conséquent, la solution au problème de la faim ne dépend que de la solidarité individuelle, de la société civile. Bien que les campagnes de lutte contre la faim soient valables, une politique publique d'élimination de la faim et de la misère est nécessaire, ce qui ne se

produit pas.



Photo : Solidarité dans les favelas

Virus du non-respect des droits de l'homme.

Ce non-respect dans notre société a émergé dissimulé comme :

- *la persécution des peuples autochtones en envahissant leurs terres par les mineurs et les bucherons.
- * le racisme structurel
- * La violence contre les femmes et les enfants
- * le nombre croissant de personnes vivant dans la rue
- * l'inefficacité du gouvernement central dans la planification et les décisions concernant à la protection de la population en général.

La solidarité face à ces virus :

Ce qui nous a sauvé:

- * le système de santé publique expérimenté dans le traitement des maladies, avec des professionnels dévoués malgré la diminution des fonds et des équipements.
- *la solidarité manifestée par la société civile dans des campagnes de don, d'accueil et de bienveillance.
- *Pour nous, l'isolement social nous a apporté la conviction que nous pouvons vivre plus simplement. Citons le Pape François dans son livre "Un temps pour changer" Marchons, parlons, osons, rêvons ... Anna Maria Nigro, Brasil

Projets

Du 21 au 28 novembre, la 1ère Assemblée ecclésiale d'Amérique latine et des Caraïbes aura lieu pour la première fois. C'est un espace de rencontre pour le peuple de Dieu et, comme l'a dit le Saint-Père, « signe d'une Église sans exclusions ». « Laïques, laïcs, consacrées, consacrés, prêtres, évêques; tout le peuple de Dieu qui marche ». Certains membres du Mouvement, selon leur disposition personnelle, accompagnent plus ou moins les activités proposées par le CELAM. Parallèlement, à travers une fiche de réflexion et diverses réunions organisées par le SAL, chaque pays vit une étape de VOIR sur la réalité du Mouvement. Dans ce sens, trois réunions du SAL ont eu lieu en 2020 avec des représentants des mouvements de chaque pays. Une réunion a déjà eu lieu en 2021. Les thèmes abordés concernent la nécessité de revitaliser le Mouvement. Des réflexions intéressantes ont été prises sur l'identité du

mouvement, la validité de la méthodologie et la nécessité de reformuler les finances. Il a été convenu que la suite du Christ et l'évangélisation de l'environnement constituent les piliers et la mission qui dynamisent le Mouvement.

Un autre sujet qui nous tient à l'esprit est la croissance du Mouvement, pour laquelle nous sommes constamment attentifs à l'ouverture et à la recherche d'alternatives avec les jeunes. Dans ce sens, un groupe virtuel de jeunes qui se réunissent tous les 15 jours sous une forme virtuelle suivant la méthodologie du Voir, Juger et Agir a été lancé en 2020. Des jeunes d'Argentine, du Brésil et du Paraguay y participent. Même certains qui vivent au Canada. Enrique Herbas de Bolivie, Geronimo Bellassai et Marta Arguello du Paraguay accompagnent cette expérience.

La pandémie a rendu plus visible la précarité des services de santé et d'éducation, la vulnérabilité du travail et, en définitive, l'incapacité des différents gouvernements nationaux et locaux à répondre aux besoins des personnes. Cette situation touche profondément tous les secteurs de la population. A partir des rencontres nationales et internationales, nous avons pu constater que dans le « milieu social indépendant », la crise apporte avec elle de profonds sentiments de découragement, d'anxiété face à l'avenir incertain, de stress et d'épuisement professionnel. Cependant, lors des réunions avec les équipes de base, chaque membre parvient à redécouvrir le sens de l'existence. Dans certains pays, lors de réunions les réflexions bibliques et les thèmes de l'année sont mis de côté en donnant la priorité au moment d'« exfolier l'âme ». Dans d'autres, des réunions virtuelles régulières sont organisées avec tous les membres du pays. D'autres, travaillent en échangeant par e-mail.

Nous avons perdu de précieuses personnes, des gens chers sont partis chez le Père mais notre communauté MIAMSI est là pour nous apporter le soutien nécessaire. C'est un espace de retrouvailles entre frères et sœurs qui permet à chacun de se sentir reconforté, écouté, compris, accepté, choyé. Et rappelons-nous les paroles de Jésus « où sont deux ou trois réunis en mon nom, me voilà, au milieu d'eux » (Matthieu 18, 20-21).

Le MOUVEMENT est toujours en vie malgré l'incertitude de la pandémie, c'est comme revivre les moments difficiles de Marie-Louise Monnet pendant la Seconde Guerre mondiale en France où la dynamique n'a pas décliné et les rêves n'ont pas pris fin.

Europe

Quelques flashes sur la première session de la Conférence des OING de l'année 2021 (en visioconférence):

La Conférence des OING

La Conférence des OING s'est réunie en session plénière les 27 et 28 avril 2021 principalement pour renouveler ses responsables et mettre en œuvre la réforme qui a été votée l'an passé au mois de décembre (à plus de 75 % des voix).

Concrètement, pour ce qui concerne la gouvernance, il s'agissait d'élire président, vice-présidents, Commission Permanente (équivalent d'un Conseil d'administration) et les instances de régulation (Comité de vérification et litige, comité d'appel). Puis, avant d'aborder la création de Comités thématiques pour effectuer un travail concret, une recommandation a été votée à propos de l'accès pour tous aux services sociaux.

Les Comités thématiques

Suite à la réforme du règlement intérieur de la Conférence des OING les trois commissions thématiques (Droits de l'Homme, Démocratie et Education) ont été supprimées et remplacées par des Comités émanant directement de plusieurs OING.

Sept propositions de Comités ont été présentées et acceptées par l'Assemblée Générale. Le MIAMSI, à travers l'équipe de Strasbourg, s'est engagée dans quatre Comités:

Comité **Migration**

Comité **Droits Sociaux**

Comité **interreligieux**

Comité **environnement**

Groupe de travail « Pauvreté » / Recommandation

Le groupe de travail « Grande pauvreté » de la Commission Droits de l'Homme a rédigé un projet de recommandation intitulé:

« Accès pour tous aux services sociaux et médico-sociaux : un tremplin pour sortir de la pauvreté ».

Le texte a été présenté par le délégué de Caritas Europa et accepté par 87 voix contre 1.

Durant les échanges, il a été décidé d'ajouter un point sur l'impact de la crise sanitaire notamment sur la situation des femmes.

Le Groupe des OING chrétiennes :

Les diverses OING chrétiennes accréditées auprès du Conseil de l'Europe se sont retrouvées le 14 pour préparer la session de printemps. Auparavant, ils ont écouté le Frère Olivier Poquillon o.p. qui est à Mossoul (Irak) et qui a donné quelques éléments de discernement à propos du voyage du pape François en Irak et sur le lien avec Fratelli Tutti.

L'intervention du Frère Olivier Poquillon : Ancien secrétaire de la COMECE (Commission des Episcopats de la communauté Européenne),

Dominicain actuellement en Irak et proche du MIAMSI:

“La visite de François s'est faite au cœur de la pandémie : la fraternité humaine est globale. Des grandes communautés existent : kurdes (sunnite), ... et chiïtes (arabes) mais chacune est composite. Le message de fraternité humaine est comme un chemin parcouru ensemble “:

“D'une origine commune à une responsabilité partagée”

Dieu s'adresse à l'homme dans une logique de participation. Les 2 encycliques Laudato Si et Fratelli Tutti sont sociales: elles concernent la vie en société, comment nous vivons cette fraternité?

A l'issue des échanges, le Fr Olivier s'est ainsi adressé aux OING chrétiennes accréditées auprès du Conseil de l'Europe:

“Je pense que les ONG sont dans un « club » inter-étatique. Nous sommes dans une logique de coopération. Comme le dit le Pape, il ne faut pas s'attendre à être majoritaire. Il faut aller au-devant des autres et faire levier. Convaincre les décideurs qu'il est dans leur intérêt d'aller dans le sens de l'Evangile. Vous êtes en petit nombre, mais vous pouvez faire levier pour ouvrir la pierre du tombeau.”

LIBAN



46th Session du Conseil des Droits Humains (22 February – 23 March 2021)

Le MIAMSI et les ONG co-signataires souhaitent attirer l'attention de cette Assemblée sur les circonstances dans lesquelles se trouve le peuple libanais.

Le Liban a connu une économie stagnante, des taux de chômage élevés, une émigration massive, en particulier parmi les jeunes instruits. Un établissement politique inébranlable, résultat du système politique sectaire combiné à des influences extérieures, a longtemps négligé de protéger son peuple. Il a même été incapable de fournir des services de base tels que l'électricité, l'eau et l'assainissement.

Les manifestations généralisées lancées en 2019, connues sous le nom de 17 octobre ou Révolution du Pacifique, déclenchées par l'imposition de nouvelles taxes, ont mis en évidence la corruption endémique dans le secteur public et une législation perçue comme protégeant la classe dirigeante de la responsabilité, comme le secret bancaire.

Dans un tel contexte, la pandémie mondiale de Covid 19 a trouvé la population sans défense, manquant de médicaments et de soins appropriés.

Dans ce contexte, avec l'explosion dévastatrice du port de Beyrouth le 4 août, faisant 190 morts et plus de 6 500 blessés, la terrible crise sanitaire et humanitaire du Liban s'est aggravée. L'impact a été grave: environ 40% de la ville a été gravement endommagée, laissant 300 000 habitants avec des habitations dévastées. L'explosion a considérablement endommagé les hôpitaux, les infrastructures, y compris ceux de fourniture de nourriture et de matériel médical. L'impact sur l'économie a été énorme. La désorganisation concernait tous les secteurs: santé, éducation, emploi, infrastructure, approvisionnement alimentaire. La pénurie de nourriture parmi les pauvres a engendré des problèmes de criminalité, de violence et de sécurité.

De nos jours, les droits de l'homme comme le droit à la santé, à l'éducation, à l'emploi, au développement durable sont refusés au peuple libanais au milieu du désintérêt du monde, mais néanmoins les causes profondes en sont géopolitiques et aucun pays ne peut se considérer comme irresponsable.

Le peuple libanais a le droit de mener les réformes nécessaires pour changer le système politique et le rendre responsable, en modifiant la législation, sans vetos et influences externes. Ils ont le droit à une enquête indépendante, internationale et transparente sur l'explosion catastrophique du port de Beyrouth le 4 août 2020. Ils ont enfin droit à la solidarité internationale pour l'alimentation, les médicaments et l'approvisionnement médical, avec un contrôle transparent sur leur destination et leur utilisation. .

Inter-Iles:

Nouvelles de l'Ile Maurice
Juillet 2021

Situation du pays :

Covid :

Du 1^{er} juin 2020 à janvier 2021, l'Ile Maurice, était Covid free c'est-à-dire pas de cas de Covid locaux. Suite à la fermeture des frontières, le déconfinement a eu lieu le 1^{er} juin 2020. Hélas, de nouveaux cas, importés, ont plongé le pays dans un nouveau confinement en mars 2021. De ce fait la situation économique est devenue de plus en plus précaire. Le chômage a augmenté (est passé de 40 0000 à 60 000

chômeurs sur une population active de 550 000 personnes). La classe moyenne voit, à son tour, se profiler le danger de la paupérisation...

Le tourisme qui contribue à 23% du PIB est complètement à l'arrêt. L'économie tournait avec 1,4 million de touristes qui apportaient annuellement, en devises étrangères l'équivalent de 64 milliards de roupies. La fermeture des frontières et la mise en place de 14 jours de quarantaine à l'arrivée de tout passager a aussi ralenti l'investissement étranger dans l'immobilier.

Les différents fonds d'assistance de l'Etat ont permis cependant de soulager les entreprises et donc la crise sociale, et ainsi à la consommation de demeurer à un niveau satisfaisant. De plus, on a pu noter une grande solidarité des mauriciens entre eux... 500 000 Mauriciens sur une population de 1,3 millions ont été vaccinés à ce jour... La campagne de vaccination s'accroît afin qu'au moins 600 000 Mauriciens soient vaccinés à fin août dans le but de rouvrir nos frontières et surtout de relancer le tourisme. L'ouverture de notre pays aux voyageurs sera vraiment effective à partir du 1^{er} octobre 2021, ce qui devrait, à nouveau, relancer l'industrie hôtelière.

Autres situations critiques :

*La situation politique a vu l'apparition de nombreux scandales politico-financiers, ainsi que des tentatives à remettre en question quelques fondements de notre démocratie. Nous avons chuté de 26 places sur les indices de la démocratie et on ne cesse de dégringoler sur ceux de la bonne gouvernance. La République n'est pas exempte de sérieux problèmes liés aux trafics de drogues, blanchiment d'argent et financement des partis politiques.

Face à cela, l'opposition et la société civile ont réagi et continuent à le faire. Ainsi, ces derniers mois on a assisté à 3 marches citoyennes réunissant jusqu'à 100 000 mauriciens de tous horizons culturels, sociaux et religieux, ces marches étant l'expression d'un mécontentement grandissant.

*Maurice est sur la liste noire des instances financières de l'union Européenne. Des efforts sont entrepris en ce moment afin de retrouver de la crédibilité.

*Après le désastre écologique occasionné par l'échouement du bateau WAKASHIO sur nos récifs à cause de négligences diverses, d'autres drames humains ont suivi.

*Drogue : le nombre de décès par overdose est lié étroitement au rajeunissement des consommateurs de drogue.

La récente saisie record de drogue prouve que ce fléau est vraiment étendu dans sa double dimension : trafic et consommation. Certains citoyens ont la perception que le problème n'est pas attaqué à sa source.

*Une autre préoccupation majeure : une piste d'atterrissage a été construite sur la demande du

gouvernement mauricien par l'Inde... Beaucoup de questions se posent quant à l'utilisation régionale de cette infrastructure.

*Enfin, la récente manifestation pro-Palestine montre que la question du risque d'intégrisme religieux demeure bel et bien au sein de notre société multi-religieuse, qui n'est pas à l'abri de résurgences identitaires et de replis ethnocentriques.

L'Eglise :

Dans ce contexte difficile, l'Eglise à travers ses commissions, ses paroisses, ses mouvements et à travers l'action de nombreux catholiques apporte un soutien aux personnes en situation d'appauvrissement, de perte d'emploi.

Ainsi des formations sont offertes, des accompagnements et services d'écoute permettent aux personnes en difficultés de reprendre courage et espérance. Des enseignements et formations continuent à être proposés en digital. La pandémie a permis d'aiguiser notre regard sur la société et notre façon de vivre notre foi.

La lettre de Carême de notre Cardinal Piat avait comme thème : « Espérer encore aujourd'hui » ; un thème bien ancré dans nos réalités actuelles.

Un regroupement Affirmativ Action lancé par des prêtres catholiques créoles afin de dénoncer la stigmatisation de cette partie de la population et de combattre la discrimination raciale a déposé son 2^{ème} rapport au Comité des Nations Unies à Genève. Il s'affaire actuellement à disséminer ce rapport au sein de la population, en organisant des rencontres de 50 personnes, Covid oblige, dans différentes paroisses de l'île.

Le mouvement Foi et Vie : 4 équipes

Tout en se réunissant régulièrement et en continuant de faire des révisions de vie, dans un contexte de manque de logements sociaux, les membres de deux équipes sont engagés depuis plusieurs mois dans la **lutte pour un accès des plus démunis à un logement social.**

*lancement d'une campagne d'appel aux dons afin de permettre à des familles d'obtenir un logement et ce en collaboration avec Caritas national.

*accompagnement de familles pour des démarches auprès des autorités.

*appels de fonds pour aider des familles à construire leur logement.

*participation à une plateforme Drwa a enn lakaz, qui, dans un dialogue avec le gouvernement a pu faire obtenir des maisons à des familles vivant sous une tente et délogées en plein confinement l'année dernière.

*Cette plateforme continue son action non seulement sur le terrain avec les familles en difficultés de logement mais aussi dans une action plaidoyer.

Ainsi en collaboration avec une autre ONG, Affirmativ Action, (voir plus haut) DAL vient d'envoyer un dossier au Conseil des Droits de l'Homme à l'ONU.

Des révisions de vie faites au sein des équipes, liées au sous-thème de l'AG Liban : Le vivre ensemble- Le vivre ensemble économique- Discrimination dans le monde du travail.

Une retraite a été organisée, animée par le Dr Jonathan Ravat : Assis au bord d'un volcan, Dieu nous attend. L'étape du Voir y a été abordée. Avant la fin de cette année 2021, une autre retraite est prévue pour aborder sur le même thème, les étapes du Discerner et du Transformer.



Hommage à notre amie:

Elle nous a quitté...

Maria Marta Raggio est née à Buenos Aires, mais elle a été citoyenne du monde entier grâce à son engagement envers le MIAMSI où elle a laissé une empreinte indélébile.

La jeune femme de 25 ans, en voyage au Chili, rencontre son mari, avec qui elle a fondé une belle famille de 5 enfants et 18 petits-enfants, qui l'a éloignée de son pays natal, mais cela l'a conduite dans de nouvelles directions.

Maria Marta aurait aimé étudier la philosophie et les lettres, mais à l'époque, on ne lui a pas permis parce que « l'université n'était pas un lieu pour les jeunes dames ». Mais cette décision ne l'a pas éloignée d'une de ses passions : la lecture et, ces dernières années, elle s'est consacrée à des ateliers de littérature et à l'écriture en nous laissant le livre « L'irrigateur arrosé ».

Une de ses filles a écrit d'elle : « Comme ne pas se souvenir d'une autre de ses grandes passions, de son mouvement religieux, le MIAMSI. Celui-ci lui a apporté de grands amis dans diverses parties du monde, ainsi que de multiples voyages qui la passionnaient. Elle a toujours eu Dieu dans sa vie, sa religion était très personnelle et débarquée. Elle admirait toujours les jésuites et les suivait à leurs messes. Ces dernières années, elle parlait qu'elle allait à une messe de ceux qui ne vont pas à la messe, un mystère pour nous tous qui n'avons jamais pu savoir de quoi il s'agissait. »

Ceux d'entre nous qui ont eu le bonheur de partager avec elle des rencontres mondiales et latino-américaines, nous pouvons affirmer son engagement, sa passion, son énergie et son enthousiasme. Au Burkina Faso, lors de la dernière AG, elle nous a témoigné d'une forteresse intérieure qui lui permettait de sourire malgré les difficultés et les précarités propres à un voyage dans un lieu, pour nous les Latino-Américains, si éloignés, ainsi que sa curiosité infinie de s'imprégner du monde qui l'entourait. Dans notre dernière ELAM, à Cochabamba, elle a donné un témoignage de vie qui a touché profondément chacun des présents, quel que soit leur âge. D'après les paroles de Daniel Guery, ancien président du MIAMSI qui a travaillé avec elle:

« Maria Marta respirait la vie en plénitude, la vie reçue, la vie donnée !

Toujours prête à rendre service, elle avait une foi à déplacer les montagnes et une volonté d'aller au bout de ses projets non pas pour elle, mais pour sa famille, ses amis et la mission qu'elle avait reçue de par son baptême et qu'elle avait su développer au cœur même du SAL d'abord et du MIAMSI ensuite. Elle n'a jamais ménagé sa peine. »

Maria Marta restera présente dans le souvenir de ceux d'entre nous qui ont eu le bonheur de la rencontrer.

